



L'industrie a pour emblème l'usine et ses cheminées, et les Français y sont attachés. Il suffit de voir l'émoi légitime que suscite d'une région à l'autre des annonces de fermeture ou de restructuration, mais également la fierté suscitée par le lancement d'un nouvel avion ou la commande d'un navire.

La relation des Français avec leur industrie est faite d'attachement affectif mais aussi de désaffection. L'image de l'ingénieur à la française - et son identité profonde - est flatteuse à l'étranger, portée par des figures, des réussites technologiques et de grands succès économiques. Les territoires sont fiers de leurs implantations industrielles même si en France les entreprises y apparaissent encore récemment moins enclins à travailler collectivement à cette échelle, par comparaison avec nos voisins italiens ou allemands par exemple.

Pourtant des entreprises de production manufacturières, désormais imbibées de techniques servicielles avancées, concourent à la vitalité voire à la survie des territoires par la chaîne de liens entre producteur et fournisseur, entre grande industrie et PME locales (où travaillent désormais plus de 40% des cadres du privé). Et pour les individus au-delà de l'enjeu crucial de l'emploi, c'est la chaîne des métiers qui permet le rebond, l'évolution, la réorientation, et de moins en moins les métiers à la chaîne de la mono industrie.

Comment consolider ces liens sans les rigidifier ? Comment associer le temps long (la construction des compétences, les investissements industriels et territoriaux, l'insertion environnementale, la culture entrepreneuriale, l'économie circulaire) et celui de la réactivité dans un monde ultra-concurrentiel ? La petite musique des prophètes de l'en-





treprise sans usines, des usines sans hommes et des territoires sans usines est aujourd'hui couverte par des dynamiques d'acteurs à tous les niveaux dans lesquelles notre monde syndical est peu convoqué mais où il fait preuve d'innovations et d'engagements.

L'identité industrielle des territoires est aussi portée par le tissu de l'enseignement secondaire et supérieur. L'entreprise doit travailler hors-les-murs de l'usine. Je me permets de citer ici le CESI dont la vitalité est un exemple d'articulation entre innovation pédagogique, anticipation des besoins industriels et ancrage local au travers du développement des formations post-bac sous statut d'apprenti. S'appuyer partout sur le triptyque entreprise-apprentissage-recherche et intensifier les interactions, voilà ce qui marche. Tous ces enjeux de pérennité et de transformation industrielles, de liens multiples avec le territoire peuvent faire partie des nouveaux sujets de dialogue social à l'échelle de l'entreprise, à hauteur du nouveau comité social et économique (CSE).

Sans doute avons-nous à cultiver et transmettre de la fierté, de l'identité industrielle. Car le renouveau peine à s'imposer dans l'imaginaire. L'usine 4.0 est encore abstraite pour le grand public. C'est pourtant à l'usine qu'est né le syndicalisme, tout comme la structuration de l'organisation du travail et la théorisation du management.

Parce que le syndicalisme CFDT est implanté et engagé dans tous les secteurs privés et publics, industrie et services, il est aussi en capacité de faire émerger de la coopération au service des territoires d'industrie, à tous les niveaux. L'industrie de demain a le goût de l'intelligence collective et nous y sommes attachés. Son implication dans les démarches en cours (pacte productif 2025 et démarches territoriales issues du grand débat) en sont une démonstration.

Laurent Mahieu

